



Délégation départementale de la Vienne
Pôle santé Publique et Environnementale

Mise à jour : **OCT 2021**

Tél : 05-49-44-83-71
Fax : 05-49-44-83-91

PROTECTION DES CAPTAGES

DESTINES A LA PRODUCTION D'EAU POTABLE

<u>Commune(s) :</u>	Coussay les Bois
<u>Captage(s) :</u>	<i>Forage cénomanien «Les Landes 2 »</i>
<u>Maître d'ouvrage :</u>	Eaux de Vienne

SITUATION ADMINISTRATIVE DU CAPTAGE

Avis de l'Hydrogéologue agréé : 15/05/2005
Arrêté de DUP : 24/09/2007 & 29/05/2019
Inscription aux Hypothèques :

Pièces jointes à ce document :

- Cartographie des périmètres de protection
- Avis hydrogéologique

Agence Régionale de Santé
Nouvelle-Aquitaine
Délégation Départementale de la Vienne
Pôle santé publique et santé environnementale

ARRÊTÉ N° 19/ARS/DD86-PSPSE/017

en date du **29 MAI 2019**

**Modifiant l'arrêté préfectoral
n°2007/DDASS/ SE/005 du 24 septembre
2007** Autorisant le prélèvement des eaux
d'alimentation à partir du forage des Landes,
par le Syndicat Intercommunal
d'Alimentation en Eau Potable (S.I.A.E.P.)
de COUSSAY-LES-BOIS en **remplaçant le
forage des Landes par le forage 2 des
Landes**

La Préfète de la Vienne
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre Nationale du Mérite

VU la loi constitutionnelle n° 2005-205 du 1^{er} mars 2005 relative à la Charte de l'environnement ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10; R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010/ARS/VSEM/29 en date du 1^{er} juin 2010 portant constitution d'une commission départementale spécialisée pour la protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine dans le département de la Vienne ;

VU l'arrêté préfectoral n°2007/DDASS/SE/005 du 24 septembre 2007 Autorisant le prélèvement des eaux d'alimentation à partir du forage des Landes, par le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (S.I.A.E.P.) de COUSSAY-LES-BOIS et portant déclaration d'utilité publique des opérations et travaux relatifs :

- à la dérivation de ces eaux souterraines ;
- à l'exploitation et à la distribution d'eau destinée à la consommation humaine ;
- à la mise en place des périmètres de protection.

VU la demande d'Eaux de Vienne d'autorisation de mise en service du forage des Landes 2 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 16 mai 2019 ;

CONSIDERANT que le forage des Landes 2 est en substitution complète du forage déjà autorisé et qu'il n'impactera ni le débit global prélevé ni les limites des périmètres de protection existants ;

CONSIDERANT que ce captage est nécessaire pour assurer la sécurisation quantitative et qualitative de l'alimentation en eau potable du Syndicat Eaux de Vienne pour le comité local de COUSSAY les BOIS et que les besoins en eau potable sont justifiés ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine ;

A R R E T E

Article 1 : modification des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral n°2007/DDASS/ SE/005 du 24 septembre 2007 :

Toutes les références au « forage des Landes » sont remplacées par le « forage des Landes 2 ».

La localisation de l'ouvrage selon les points de coordonnées Lambert 93 et l'altitude NGF est la suivante :

Forage	N° BSS	X (m)	Y (m)	Z (m EPD)
Forage des Landes 2	BSS003WYNY	527303,6	6637992,8	134

Article 2 : suppression de l'ancien forage

L'ancien forage effondré est condamné dans les règles de l'art.

Article 3 : notification, publicité et information des tiers

Le présent arrêté sera transmis au demandeur en vue de la mise en œuvre de ses dispositions, déposé dans la mairie de Coussay les Bois où un extrait sera affiché pendant deux mois minimum afin d'être consultable par les tiers.

Article 4 : recours

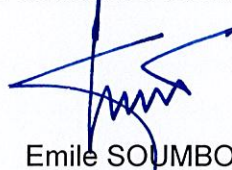
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Madame la Préfète de la Vienne, soit hiérarchique auprès du Ministre de la Santé (Direction Générale de la Santé – 14, avenue Duquesne 75350 Paris 07SP).

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du Président du Tribunal Administratif (15 rue de Blossac – 86000 Poitiers) dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse écrite ou implicite de l'administration si un recours administratif a été déposé.

Article 5 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le président du syndicat Eaux de Vienne - Siveer, le maire de la commune de Coussay les Bois, le directeur départemental des Territoires de la Vienne, le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

Pour la préfète et par délégation,
le Secrétaire Général,



Emile SOUMBO

PREFECTURE DE LA VIENNE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ,
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
Service Santé-Environnement

ARRÊTÉ N° 2007/DDASS/SE/005
en date du **24 SEP. 2007**

Autorisant le prélèvement des eaux d'alimentation à partir du forage des *Landes* (captant la nappe captive du cénomanien) situé sur le territoire de la commune de Coussay-les-Bois, par le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (S.I.A.E.P.) de COUSSAY-LES-BOIS ;
et portant **déclaration d'utilité publique** des opérations et travaux relatifs :

- à la dérivation de ces eaux souterraines ;
- à l'exploitation et à la distribution d'eau destinée à la consommation humaine ;
- à la mise en place des périmètres de protection.

Le Préfet de la région "Poitou-Charentes", Préfet de la Vienne
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

VU la loi constitutionnelle n° 2005-205 du 1^{er} mars 2005 relative à la Charte de l'environnement ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.1311-1 à L.1311-4 ; L.1312-1 et L.1312-2 ; L.1321-1 à L.1321-10 ; L.1324-1 à L.1324-5 ; R.1312-1 à R.1312-7 ; R.1321-1 à R.1321-66 ;

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 215-13 sur la dérivation des eaux non domaniales, d'une source ou d'eaux souterraines ;

VU le code de l'urbanisme, notamment l'article R 126-1 ;

VU le code rural ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles R.11-4 à R.11-14-5 ;

VU le code pénal ;

VU la directive 98/83/CE du conseil européen du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU la directive 2006/118/CE du parlement européen et du conseil du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration ;

VU la loi n° 1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

VU le décret du 1er août 1905 portant règlement d'administration publique en exécution de l'article 12 de la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité et son décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation ou de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 précitée ;

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, relatif à la nomenclature et aux procédures des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, et notamment la rubrique 1.1.0 – 1° ;

VU le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le décret n° 2006-880 du 17 juillet 2006 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues aux articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques ;

VU le décret n° 2007-75 du 22 janvier 2007 relatif à l'habilitation des agents de l'Etat et des collectivités territoriales chargés de constater les infractions en matière de contrôle sanitaire et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires) ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne (S.D.A.G.E.) adopté par le comité de bassin le 4 juillet 1996 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 relatif au code des bonnes pratiques agricoles ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-6 à R. 1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral n° 75/DA/B2/285 en date du 14 octobre 1975 déterminant les communes du département de la Vienne dans lesquelles est interdite l'implantation des réservoirs enfouis renfermant des liquides inflammables de 1^{ère} et 2^{ème} catégorie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 97/D2/B3/031 du 18 février 1997 portant réglementation des stockages de produits susceptibles d'être dangereux pour la santé, la salubrité publique et l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 1^{er} juillet 2004 fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des installations classées ni la réglementation des établissements recevant du public ;

VU l'arrêté préfectoral n° 85-D2/B3-168 en date du 24 juillet 1985 modifié portant constitution d'une commission départementale spécialisée pour la protection des captages ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique du mois de mai 2005 ;

VU le document d'incidences du forage des *Landes*, de décembre 2004 ;

VU l'avis de la commission des captages du 12 octobre 2005 ;

VU le dossier présenté par le pétitionnaire ;

VU la délibération du syndicat d'eau de Coussay-les-Bois en date du 21 mars 2003, demandant l'autorisation de dériver des eaux souterraines du forage des *Landes* (commune de Coussay-les-Bois) avec l'engagement d'indemniser les usagers des dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été occasionnés, et demandant l'instauration de périmètres de protection de ce captage ;

VU l'avis de réception du dossier délivré le 20 novembre 2006 par la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-D2/B3-407 du 13 décembre 2006 prescrivant l'ouverture du 22 janvier 2007 au 16 février 2007, sur la commune de Coussay-les-Bois des enquêtes conjointes :

- préalable à la déclaration d'utilité publique des dits travaux relatifs à la dérivation des eaux souterraines ;
- préalables à la déclaration d'utilité publique des dits travaux en vue de la distribution d'eau destinée à la consommation humaine ainsi que la détermination de périmètres de protection et l'instauration de servitudes de protection des forages ;
- parcellaire en vue de délimiter les terrains qui seront assujettis aux dites servitudes ;

VU l'avis du commissaire-enquêteur ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 31 mai 2007 ;

SUR proposition de madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

A R R E T E

Article 1^{er}

Est autorisé le prélèvement des eaux souterraines du forage au cénomanien des "*Landes*" situé sur la commune de Coussay-les-Bois;

Sont déclarés d'utilité publique les opérations et travaux à entreprendre par le SIAEP de Coussay-les-Bois relatifs :

- au forage des "*Landes*" ;
- à la distribution de ces eaux destinées à la consommation humaine ;
- à la création de périmètres de protection et l'institution des servitudes afférentes.

SECTION I – DERIVATION DES EAUX

Article 2

Le S.I.A.E.P.. de COUSSAY-LES-BOIS est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines de la nappe cénomanienne, recueillies par le forage des "*Landes*" situé sur le territoire de la commune de Coussay-les-Bois.

Article 3

Le volume à prélever par pompage par le S.I.A.E.P. ne pourra pas excéder **50 m³/h** et **1000 m³/j**.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, le pétitionnaire devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le préfet sur rapport du service chargé de la police de l'eau.

Article 4

Les dispositions prévues pour que les prélèvements ne puissent dépasser les débits et les volumes journaliers autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le pétitionnaire à l'agrément du service chargé de la police de l'eau.

SECTION II – PERIMETRES DE PROTECTION

Article 5

Il est établi des périmètres de protection dans les limites indiquées et figurant sur les cartes jointes au dossier de déclaration d'utilité publique des travaux. La délimitation d'ensemble de ces périmètres est définie sur l'extrait de la carte annexée au présent arrêté.

Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

5.1 – Périmètre de protection immédiate

Il concerne la parcelle cadastrale section AS N° 51, représentant une surface de 1 885 m², sise au lieu-dit «Les Landes» sur la commune de Coussay-les-Bois.

Le terrain est acquis en toute propriété par le pétitionnaire, clos par un grillage d'au moins deux mètres de hauteur, complété par un portail d'accès de la même hauteur équipé d'un dispositif de verrouillage.

Le tubage du forage doit être surélevé d'au moins 40 cm par rapport à sa base qui sera rendue étanche ou par apport au niveau du sol.

La tête de l'ouvrage de captage protégée par un dispositif étanche doit être maintenue verrouillée en dehors des opérations de maintenance de l'ouvrage et de leurs équipements.

Sur une distance de 3 m au minimum autour du forage, le sol est rendu étanche en vue d'assurer une protection contre les infiltrations superficielles ; il doit présenter une pente vers l'extérieur.

Tous dépôts et activités autres que ceux strictement nécessaires à la gestion du point d'eau y sont interdits.

L'accès est interdit à toute personne étrangère au service. Il ne sera fait aucun usage d'engrais ou produits phytosanitaires et le terrain sera régulièrement entretenu.

5.2 – Périmètre de protection rapprochée

Situé sur la commune de Coussay-les-Bois, il est confondu avec le périmètre de protection immédiate et aucune prescription particulière n'a été édictée.

5.3 – Périmètre de protection éloignée

D'une surface de 4 350 hectares, le périmètre de protection éloignée couvre l'ensemble du territoire de la commune de Coussay-les-Bois et correspond à une zone de vigilance notamment en ce qui concerne la réalisation de forages ou de prélèvements dans les eaux souterraines.

Article 6 : sanctions

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le code de l'environnement, sans préjudice des peines prévues par d'autres polices administratives (installations classées, police des eaux, ...).

Article 7

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection immédiate du captage d'eau destinée à la consommation humaine sont soumises à la formalité de la mise à jour du plan local d'urbanisme (délai maximal 1 an).

Article 8

Les exploitants, les propriétaires ou les locataires devront, à compter de la notification du présent arrêté, se mettre, le cas échéant, en conformité avec toutes dispositions législatives et réglementaires relevant de la réglementation générale, notamment du règlement sanitaire départemental, du code de la santé publique, du code de l'urbanisme et le code de l'environnement.

SECTION III – DISTRIBUTION DES EAUX

Article 9

Les eaux captées pourront être distribuées en vue de la consommation humaine sous réserve de répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique.

Le procédé de traitement, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux distribuées sont placés sous le contrôle de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

Les eaux distribuées, légèrement trop fluorées, devront notamment faire l'objet d'un mélange avec d'autres eaux non fluorées (ou d'un traitement) et d'une désinfection finale avant distribution sur réseau afin de répondre en permanence aux limites et références de qualité.

Toute modification notable de la filière de traitement devra faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès de cette direction ou d'une simple déclaration dans les autres cas.

SECTION IV – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 10 : information des tiers

Le présent arrêté sera déposé dans la mairie de Coussay-les-Bois ; un extrait sera affiché en mairie pendant un mois minimum et sera consultable par les tiers.

Un procès-verbal témoignant de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et retourné à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (service santé-environnement) – avenue de Northampton BP 562 – 86021 Poitiers Cedex.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

Article 11 : recours

Cet arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification pour le pétitionnaire, ou dans un délai de 4 ans à compter de la dernière mesure de publication pour les tiers.

Article 12 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le président du S.I.A.E.P.A. de Coussay-les-Bois, le maire de la commune de Coussay-les-Bois, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental de l'équipement, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, l'ingénieur des mines, l'inspecteur des établissements classés, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Poitiers, le **24 SEP. 2007**

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général de la Préfecture
de la Vienne


Frédéric BENET-CHAMBELLAN

ANNEXES

Forage au cénomanien des «Landes» (Coussay-les-Bois)

- ♦ Cartographie des périmètres de protection au 1/25 000^{ème}

Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en date de ce jour,
POITIERS, le 24 SEP 2007

F. Bénédict BENET-CHAMBELLAN

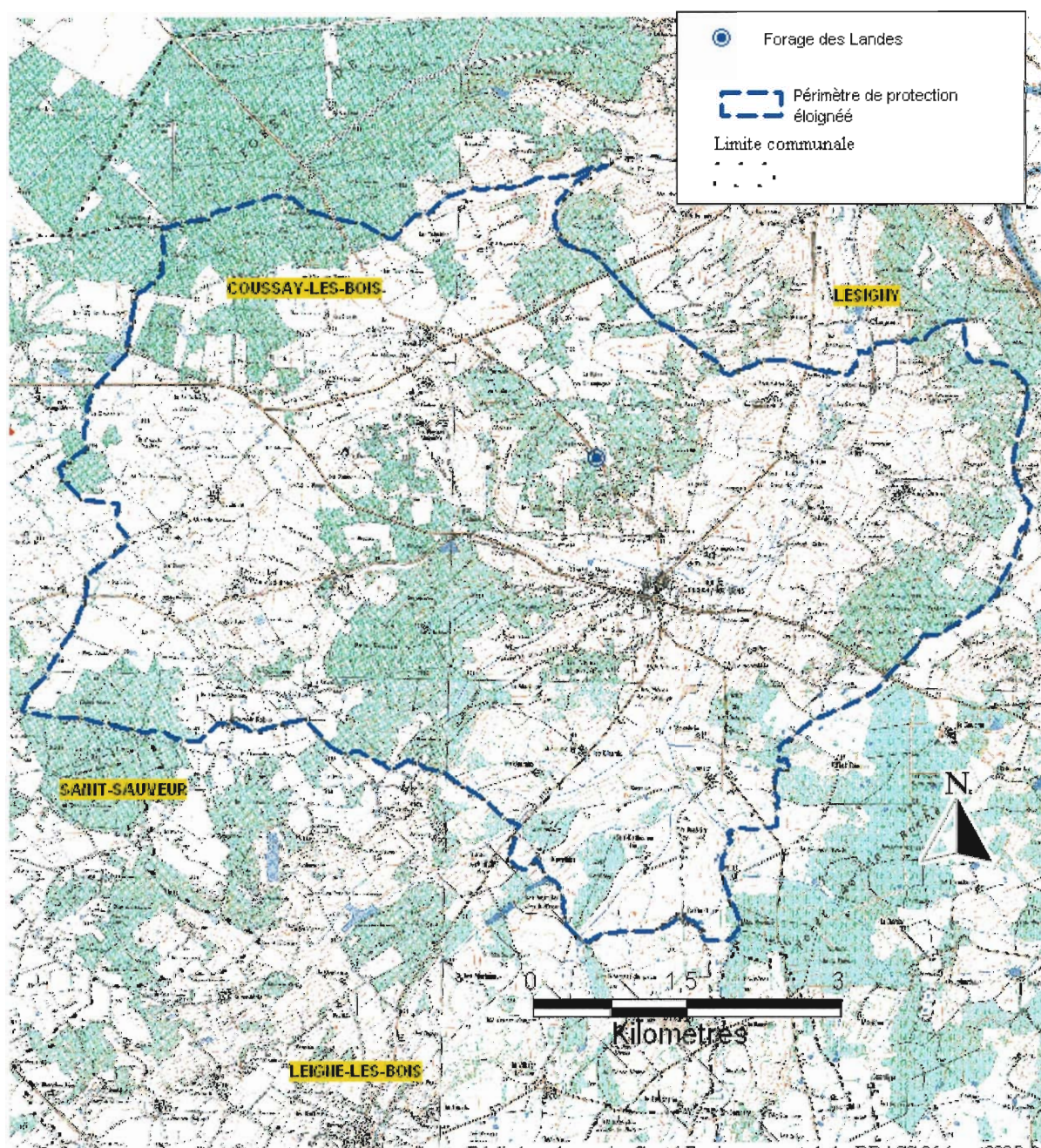
Commune de Coussay-les-bois

Périmètres de protection du captage des Landes



Maître d'ouvrage : SIAEP de COUSSAY-les-BOIS

Gestionnaire : SIVEER



Réalisé par le service Santé-Environnement de la DDASS 86 (août 2005)

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

SIAEP de COUSSAY-LES-BOIS

AVIS SUR LA PROTECTION DU FORAGE DES LANDES
Commune de Coussay-les-Bois

Surface du périmètre de protection rapprochée : 0 Ha
Surface du périmètre de protection éloignée : 4 350 Ha

par

Bruno JEUDI de GRISSAC

*Hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique
pour le département de la Vienne*

mai 2005

A la demande de Monsieur le Président du Syndicat d'Alimentation en Eau Potable de Coussay les Bois, et par désignation de Monsieur le Préfet de la Vienne, sur proposition de Monsieur l'Hydrogéologue agréé coordonnateur départemental, j'ai été chargé d'émettre un avis sur la protection du forage des Landes à Coussay les Bois, de proposer la délimitation des périmètres de protection de ce captage et les prescriptions à y mettre en œuvre.

L'avis qui suit a été élaboré après une visite sur le site du forage et ses environs et la consultation des documents suivants :

- "SIAEP de Coussay les Bois – Forage des Landes – Document d'incidence", EGES, rapport R20041221, décembre 2004 ;
- "SIAEP de Coussay les Bois – Forage des Landes – Etude hydrogéologique préalable à la mise en place des périmètres de protection", EGES, rapport R20040913, décembre 2004 ;
- banque nationale d'accès aux données sur les eaux souterraines - ADES (<http://ades.rnde.tm.fr>) ;
- banque de données du sous-sol du BRGM (<http://infoterre.brgm.fr/>) ;
- système d'information géographique sur les eaux souterraines de la région Poitou-Charentes (<http://sigespoc.brgm.fr>) ;
- chroniques piézométriques du réseau du Conseil Régional Poitou-Charentes (www.iaat.org).

1. LOCALISATION – GENERALITES

Le forage des Landes est implanté sur la commune de Coussay les Bois, sur la parcelle référencée section HS n°51 et à proximité du point de coordonnées (Lambert zone II) :

X = 477,78

Y = 2203,42

Z = 133 m EPD

Le syndicat dispose déjà d'un forage dont la qualité dépasse les valeurs limites pour la distribution pour le sélénium et occasionnellement pour les pesticides.

Ce nouveau forage permettra de compléter la ressource du syndicat et de satisfaire aux exigences de qualité pour l'eau potable par mélange des eaux issues des deux ouvrages dans les deux réservoirs au sol existants à proximité de ce nouveau captage.

2. CARACTERISTIQUES DU FORAGE DES LANDES

Le forage des Landes est le résultat de la transformation en 2001 en ouvrage d'exploitation, d'un forage de reconnaissance réalisé en 1999.

Sa coupe technique est la suivante :

- de 0 à 27 m : forage en 445 mm tubé acier 313/323 mm et cimenté sur toute sa hauteur ;
- de 27 à 165 m : forage en 311 mm équipé d'un tube PVC 163/180 mm plein du sol à 113 m et crépiné de 113 m au fond, cimenté du sol à 102 m, profondeur à laquelle se situe un massif de gravier.

La productivité de l'ouvrage a été testée par des essais de puits réalisés du 3 au 4 octobre 2001 puis un essai de nappe de 72 heures réalisé du 8 au 11 octobre 2001.

A la lecture de l'interprétation des ces essais, je propose de retenir un débit maximal d'exploitation de 50 m³/heure à raison de 20 heures par jour en pointe.

3. QUALITE DES EAUX

D'après l'analyse complète réalisée sur l'échantillon prélevé le 10 octobre 2001 lors de l'essai de nappe, le forage fournit une eau moyennement minéralisée de type bicarbonatée calco-sodique, dont la composition est conforme aux exigences réglementaires excepté pour les fluorures dont la concentration est de 3,2 mg/l (valeur limite 1,5 mg/l).

Ce dépassement pour le fluor sera corrigé par mélange des eaux du forage des Landes avec celui du forage de la Fontaine Rateau.

4. GEOLOGIE – HYDROGEOLOGIE

D'après la coupe géologique établie par le bureau d'étude EGES, le forage a recoupé les formations suivantes :

- de 0 à 6 m : argile à silex et meulière tertiaire ;
- de 6 à 26 m : tuffeau gris vert du Turonien ;
- de 26 à 49 m : marnes grises ou beiges, tuffeau gris et calcaires crayeux gris du Turonien
- de 49 à 105 m : marnes et calcaires crayeux gris du Turonien ;
- de 105 à 142 m : marnes grises à glauconie du Cénomaniens supérieur ;
- de 142 à 160,5 m : sables, marnes et argiles du Cénomaniens inférieur ;
- de 160,5 à 165 m : calcaires gris finement grenus du Jurassique supérieur.

Le forage capte donc l'aquifère captif du Cénomaniens dont les formations affleurent dans le fond des vallées à une quinzaine de kilomètres au sud du forage.

L'équipement du forage isole l'aquifère sus jacent du turonien, lui aussi d'extension régionale, mais dont la qualité est dégradée par les pollutions liées aux activités humaines.

Séparés par les formations marneuses de la base du Turonien, ces deux aquifères sont indépendants même si des phénomènes d'échange par drainance ne sont pas à exclure à très grande échelle.

5. VULNERABILITE – RISQUES

Compte tenu de son caractère captif, de la profondeur sous le sol de l'aquifère du Cénomanién et du contexte géologique, la nappe captée par le forage peut être considérée comme naturellement très peu vulnérable.

L'existence d'un différentiel de pression de plus de 40 mètres en la faveur de la nappe turonienne sus-jacente est la preuve de la bonne isolation géologique de cette nappe.

Le risque pour cette ressource est uniquement lié à l'existence de forage n'isolant pas la nappe cénomaniénne des autres nappes ou des eaux de surface.

Le forage le plus proche atteignant le Cénomanién est localisé à 1,2 kilomètres au nord-ouest du captage (forage du Gâteau code BSS 5425 X 502). Inexploité, ce forage se serait refermé par fluage des marnes cénomaniénnes vers 50 mètres de profondeur. Toutefois, la méconnaissance de son état réel pose la question du risque qu'il représente pour la nappe cénomaniénne. Compte tenu de son état d'abandon, il sera proposé de la reboucher dans les règles de l'art.

Les autres forages atteignant le Cénomanién sont situés à plus de 4,5 kilomètres du forage.

6. PERIMETRES DE PROTECTION

6.1 Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate sera constitué de la parcelle référencée section AS n° 51 au cadastre de Coussay les Bois et dont la surface est de 2000 m² environ.

La tête du forage sera équipée de manière à empêcher toute introduction de liquide dans le forage de manière accidentelle ou malveillante.

La clôture et le portail bordant la parcelle seront maintenus en bon état.

Dans ce périmètre, toutes les activités autres que celle inhérentes à l'exploitation seront interdites.

6.2 Périmètre de protection rapprochée

Compte tenu de la très faible vulnérabilité de la ressource, il ne sera pas proposé de périmètre de protection rapprochée, ce dernier étant limité au périmètre de protection immédiate et confondu avec celui-ci.

6.3 Périmètre de protection éloignée

Un périmètre de protection éloignée est proposé mais sans que ne soit définie de réglementation spécifique. D'une surface de 4 350 hectares et correspondant au territoire de la commune de Coussay-les-Bois, il s'agit donc d'un simple périmètre de vigilance dans lequel la réglementation générale devra être appliquée avec rigueur, en particulier pour ce qui concerne la réalisation et l'exploitation de forages.

6.4 Mesures complémentaires

Pour garantir la protection du captage, le forage inexploité situé au lieu-dit le Gâteau à 1,2 kilomètres au nord ouest du captage sera rebouché dans les règles de l'art.

Fait à Mérignac le 15 mai 2005



Bruno JEUDI de GRISSAC

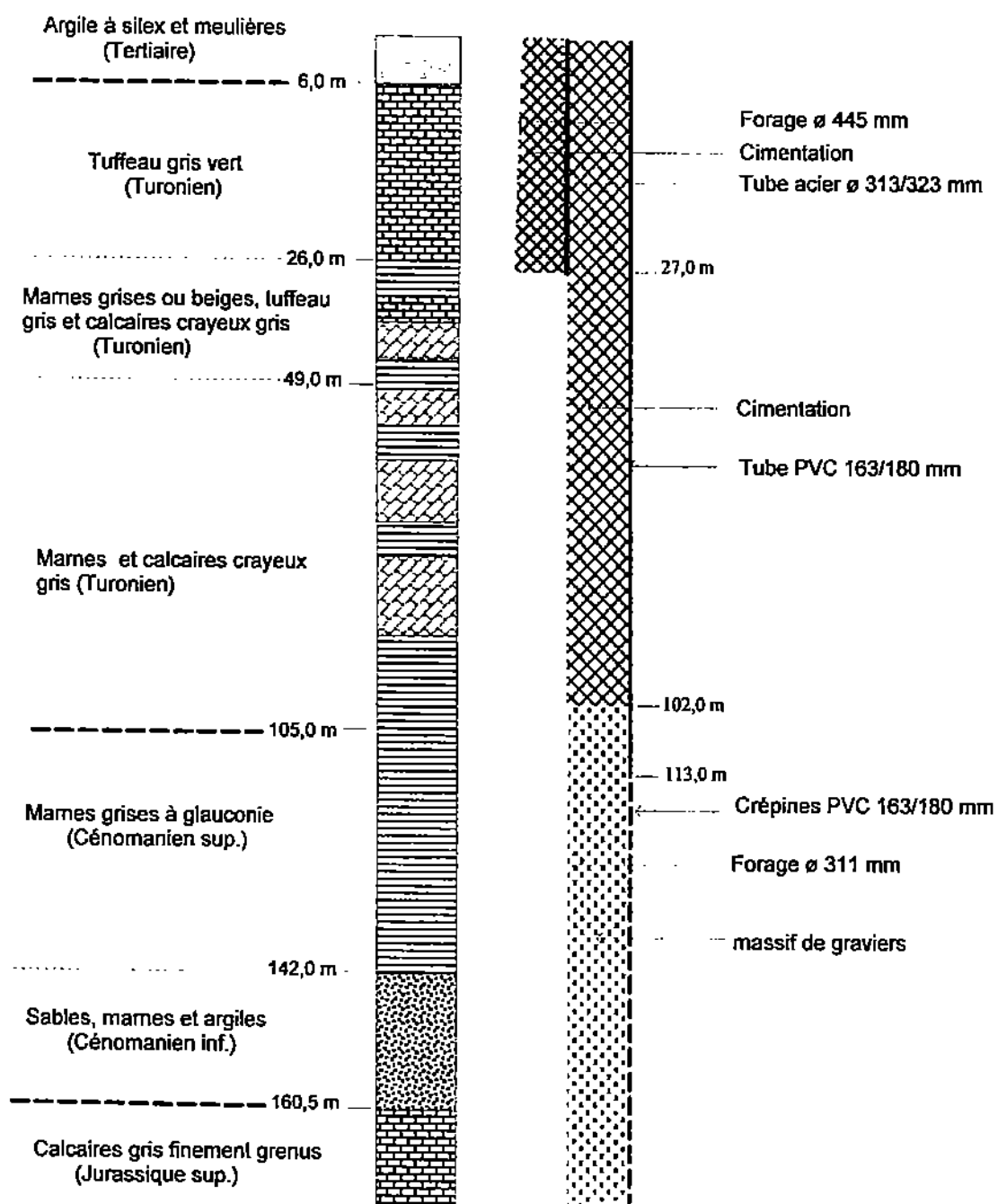
Hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique
pour le département de la Vienne

SIAEP de COUSSAY LES BOIS

Forages des Landes

Commune de Coussay-les-Bois

Description du forage

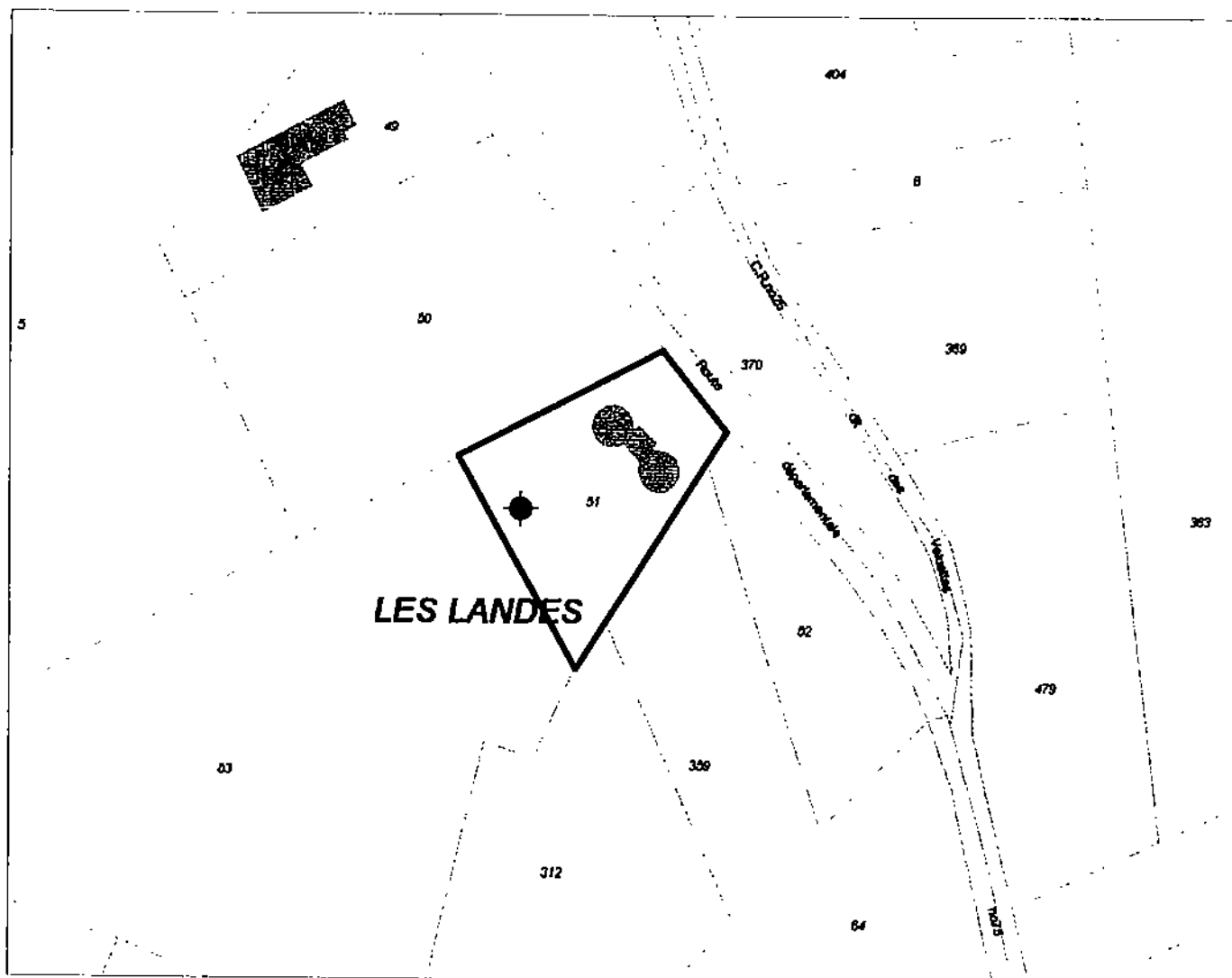


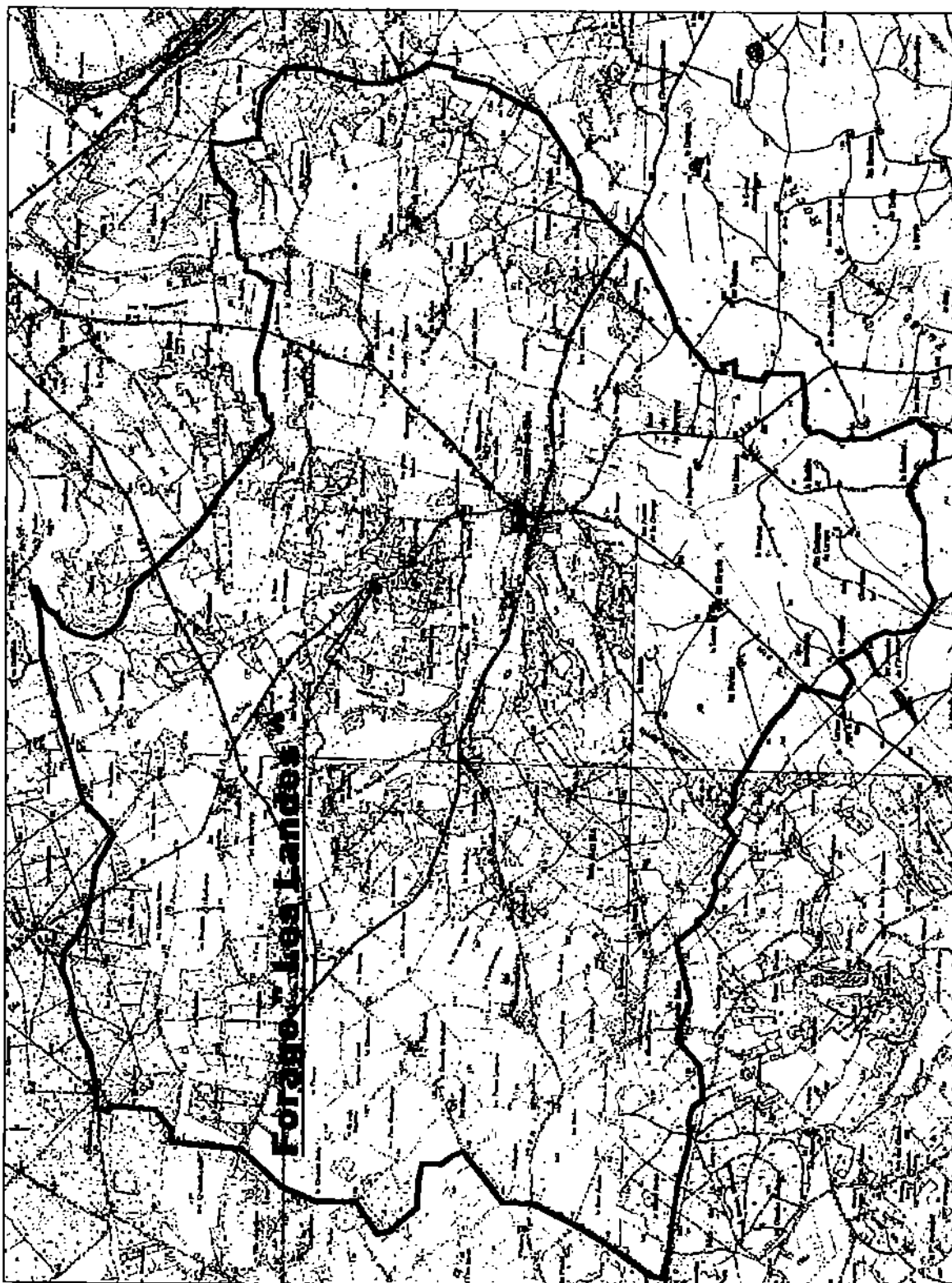
d'après EGES

SIAEP de COUSSAY LES BOIS

Forage des Landes - Commune de Coussay les Bois

Proposition de périmètre de protection immédiate





Echelle : 1/50 000

TABLEAU DES PRESCRIPTIONS

N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Protection rapprochée		Protection éloignée
		Interdiction	Réglementation spécifique	Réglementation spécifique
1	La création de forage ou de puits autres que pour l'A.E.P	PAS DE PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE		
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières			
3	L'ouverture d'excavation autres que celles destinées au passage de canalisations d'A.E.P. ou éventuellement d'assainissement ou à l'effacement des réseaux aériens			
4	Le remblaiement des excavations ou carrières existantes			
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de débris, de produits radioactifs et de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux			
6	L'établissement de toutes constructions même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau			
7	L'assainissement individuel			
8	L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou d'eaux usées, qu'elles soient brutes ou épurées			
9	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tout autre produit liquide ou gazeux susceptible de porter directement ou indirectement atteinte à la qualité des eaux			
10	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux			
11	Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tous produits chimiques autres que ceux cités en 10, 12 et 13			
12	Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinées à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures			
13	Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail			
14	L'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols autres que ceux cités en 15			
15	L'épandage de lisiers, de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage ou de toutes eaux usées brutes			
16	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés)			
17	L'établissement d'étables ou de stabulations libres			
18	Le pacage des animaux			
19	L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail			
20	Le drainage des terres agricoles			
21	Le déboisement en dehors des coupes d'entretien			
22	La création d'étangs			
23	Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes ou camping-cars			
24	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation			
25	La création d'activités artisanales, industrielles ou commerciales, même temporaires, susceptibles de générer des pollutions non domestiques			
25	Autres			